DIAL 2832

NICARAGUA - Une profonde crise institutionnelle, politique et morale

dimanche 16 octobre 2005, mis en ligne par Dial

La situation politique du Nicaragua reste toujours prisonnière du fameux « pacte » conclu dans les années quatre-vingt-dix entre Arnoldo Alemán, ancien président aujourd'hui en prison et Daniel Ortega qui, depuis sa défaite électorale face à Violetta Chamorro en 1990, exerce toujours le contrôle sur le Front sandiniste de libération nationale. Répartition des postes, corruptions, absences de perspectives, tel est malheureusement le lot de ce pays dont la situation économique est la plus grave d'Amérique centrale. L'article ci-dessous analyse de près le rapport entre les groupes de pouvoir. Il a été publié sous la référence NotiNica *dans* ALAI*, 28 juin 2005.*

En 1990, la Révolution populaire sandiniste subissait une lourde défaite électorale infligée par une coalition de partis soutenus et financés par les Etats-Unis. Aujourd'hui, 26 ans après, de ce Nicaragua révolutionnaire des années quatre-vingt, il reste peu de choses.

Celui qui se penche sur son actualité trouve plus de similitudes avec n'importe quel autre pays du Sud : politiques néolibérales d'ajustement structurel, gouvernants corrompus, soumission à la Banque mondiale et au FMI, ingérence des Etats-Unis, perspectives d'intégration économique régionale, maquilas [1], indicateurs sociaux de base à zéro. Et pourtant, le Nicaragua ne peut être compris si on ne prend pas en compte le poids de son histoire récente : la Révolution, la façon dont sa défaite est survenue, la défaite la plus grave - celle qui a suivi la perte des élections - tout continue à marquer profondément ce pays.

Après la défaite électorale de 1990, un processus de changement fondamental s'est produit dans le pays. D'une certaine manière, deux grandes dynamiques sociales de changement se frayaient un passage. D'une part, l'application des politiques d'ajustement structurel sous la dictée du credo néolibéral (avec toutes les conséquences sociales, économiques et culturelles induites) ; toutefois il est également certain que l'introduction de ces politiques avait timidement commencé au temps de la Révolution, essentiellement à partir de 1988.

D'autre part, le processus de recomposition des groupes de pouvoir économique, social, politique. En même temps, et même si cela pourrait paraître paradoxal, la culture politique du pays s'est trouvée plus marquée par la continuité que par la changement. De fait, il y a des éléments qui la constituent, qui n'ont jamais disparu et qui ont caractérisé ensuite toute la transition des années quatre-vingt-dix. Il s'agit de traits d'une culture politique larvée depuis le temps des Somoza, quoique certains n'aient pas disparu non plus durant la Révolution.

Nous faisons référence à des questions comme l'enracinement du « caudillisme » et des leaderships autoritaires, à la participation politique conçue comme un espace pour établir des relations clientélistes, au poids du machisme comme signe d'identité. L'idée même de l'accès à l'Etat comme à un butin, comme à un moyen d'enrichissement personnel, qui avait été si présent au temps des Somoza, resurgissait encore avec force lors de la transition politique.

La recomposition du pouvoir

Le processus de recomposition des groupes de pouvoir qui s'est déroulé durant les années quatre-vingt-dix a été marqué par l'articulation de trois groupes de pouvoir économique, qui, après, se manifestent dans de nombreuses autres sphères de la vie nationale : le politique, le social, etc. Les luttes de ces groupes entre eux pour accroître leurs espaces de pouvoir respectifs, en mettant en œuvre des stratégies propres à leur fournir les résultats les plus favorables, ont marqué la conjoncture politique du pays d'une manière vertigineuse ces dernières années et sont aujourd'hui la clé pour comprendre la grave crise institutionnelle dans laquelle est plongé le Nicaragua.

Dans ce processus de recomposition, ont joué un rôle déterminant le cycle des privatisations, la contre-réforme agraire, l'accès aux ressources de l'Etat et leur appropriation (…), les liens avec l'investissement étranger ou les pactes de répartition du pouvoir économique et politique.

Nous parlons essentiellement de trois groupes sociaux.

Les trois groupes

D'une part, nous avons la vieille bourgeoisie, avec une solide tradition de pouvoir économique, fidèlement incarnée par la famille Pellas, le Conseil supérieur de l'entreprise privée (COSEP) ou l'actuel président du Nicaragua, Enrique Bolaños. Il s'agit du secteur qui a les meilleures connexions avec le gouvernement des Etats-Unis et celui qui offre à ce dernier le plus de garanties. Il représente l'option qui défend avec le plus d'enthousiasme le Traité de libre-échange centraméricain avec les Etats-Unis. Une de ses principales faiblesses est qu'il a dû recourir à plusieurs médiations partisanes selon les circonstances, sans identifier fortement ce groupe d'intérêt à une plate-forme politique stable.

D'autre part, nous avons un autre secteur qui, grâce à sa combativité et à son antisandinisme féroce, s'est érigé en groupe de pouvoir durant les années quatre-vingt-dix, essentiellement par l'accès à l'administration de l'Etat - sa plus grande figure est l'ex-maire de Managua et ex-président de la République, Arnoldo Alemán - et par le contrôle du Parti libéral constitutionnaliste (PLC).

Durant bien des années, il a bénéficié de l'appui et de l'approbation des Etats-Unis dans la mesure où c'était le secteur qui pouvait le mieux empêcher un possible retour au gouvernement des sandinistes. Mais cette relation entra en crise quand sa propre dynamique le transforma en un allié peu fiable. Il s'agit d'un groupe qui s'est enrichi très rapidement, grâce à la corruption et aux affaires illicites. L'un de ses principaux points forts est d'avoir montré une grande capacité à tisser tout un réseau de relations clientélistes et de fidélités autour de son chef, Arnoldo Alemán. L'ascension du groupe d'Alemán a impliqué une intrusion évidente et une menace pour les intérêts du groupe social précédent.

Le troisième groupe de pouvoir est constitué par le groupe de dirigeants du Front sandiniste, sous contrôle aujourd'hui d'un secteur entrepreneurial proche de Daniel Ortega. Sa logique d'action, à l'égal des autres groupes, est marquée par la priorité systématique accordée à ses intérêts particuliers. Ce groupe dirigeant a « privatisé » le parti pour ses propres intérêts, il garde un notable contrôle de certaines structures de l'Etat (comme le pouvoir judiciaire, par exemple), il a successivement exclu toute forme de dissidence interne, et il a exercé le contrôle du parti de manière autoritaire, consolidant une direction de type caudillo autour du personnage de Daniel Ortega. A l'heure actuelle, se dérouleraît une lutte interne pour le contrôle du parti (et par là-même de l'immense pouvoir accumulé) entre ce groupe maître du parti et un autre secteur, également entrepreneurial mais en principe plus démocratique et plus ouvert, dont le personnage public serait aujourd'hui l'ex-maire de Managua, récemment exclu du parti, Herty Lewittes.

Le Front sandiniste de libération nationale (FSLN) garde une grande capacité de manipulation et de fidélisation : entre 30% et 35% de l'électorat. Cette capacité à maintenir l'identification - grâce à des symboles, une histoire, des morts, une souffrance - entre une importante fraction de la population et des structures partisanes absolument verrouillées, est ce qui confère du poids à ce groupe qui contrôle le troisième secteur. Et, peut-être, l'un de ses principaux points forts a-t-il été non seulement son aptitude à lancer et coopter des mouvements et luttes populaires, très intenses surtout dans les premières années de la transition politique, mais surtout sa capacité à les démobiliser quand il l'a jugé utile à ses intérêts, en

échange de pactes et de l'obtention de bénéfices particuliers face aux autres groupes oligarchiques et à l'Etat lui-même, laissant ensuite brutalement sur le carreau ces secteurs mobilisés.

Le pacte libéral sandiniste

Reprenant notre analyse préalable des groupes de pouvoir, nous voulons signaler comment, depuis les années quatre-vingt-dix, les trois groupes que nous mentionnions n'ont cessé de s'affronter et de s'allier, selon la conjoncture et le calcul politique qui devait leur permettre d'obtenir les meilleures positions dans ce jeu de partage du pays. Et précisément le dénommé « pacte libéral sandiniste » a été, depuis la fin des années quatre-vingt-dix, une des alliances qui a le plus marqué la vie politique du Nicaragua jusqu'à aujourd'hui [2]. Ce pacte, qui n'est pas écrit, a été marqué par de profonds va-et-vient durant toutes ces années. Il naît de la nécessité ressentie par le président d'alors, Arnoldo Alemán, de compter avec une certaine stabilité sociale afin de pouvoir gouverner et mettre en pratique les politiques d'ajustement structurel exigées par le FMI et la Banque mondiale. A son tour, le FSLN, par son contrôle et son influence sur différents secteurs populaires, contraignit à faire ce pacte grâce aux fortes mobilisations sociales qui maintenaient le pays dans une permanente situation d'instabilité.

Le pacte, à la base, est un échange à partir duquel le FSLN garantissait au gouvernement la stabilité politique pour mettre en place ses politiques néolibérales, moyennant prébendes et privilèges économiques pour le secteur entrepreneurial gravitant autour du personnage de Daniel Ortega (même si lui, personnellement, n'est pas entrepreneur). Il a entraîné également le partage de toutes les institutions de l'Etat, contrôlées aujourd'hui par des fonctionnaires fidèles à l'un ou l'autre des deux caudillos et qui sont au service conjoint des deux groupes dirigeants de ces partis.

C'est dans cette conjoncture politique que l'actuel président Bolaños, soutenu par le même PLC, est arrivé au pouvoir lors des dernières élections. L'une des premières mesures du nouveau gouvernement fut la lutte contre la corruption qui, appuyée sur un éventuel accord avec le FSLN (dans un de ces va-et-vient du pacte »), parvint à emprisonner l'ex-président Alemán, lequel aujourd'hui reste en prison pour accusations de corruption, toutefois dans une situation confortable d'« assigné à résidence », dans sa luxueuse maison de campagne des environs de Managua.

Une fois Alemán emprisonné, le pacte est réactivé mais d'une manière particulière. Grâce au contrôle dont il dispose sur l'appareil judiciaire, Daniel Ortega, à sa convenance, concède des privilèges ou les restreint au condamné Arnoldo Alemán, en échange de plus grandes concessions en faveur de la direction sandiniste, concessions accordées par le PLC depuis l'Assemblée nationale. Un exemple : alors qu'il dispose seulement d'une minorité parlementaire, le FSLN occupe la présidence de l'Assemblée nationale.

Affaiblir l'actuel président

Mais cette réactivation du pacte a laissé de côté le président Bolaños, qui s'est trouvé, du jour au lendemain, confronté à l'opposition du parti qui l'avait porté au pouvoir et qui l'a qualifié de « traître », capable d'emprisonner « la main qui lui avait donné à manger » (Bolaños fut vice-président lors du gouvernement d'Alemán). Et en plus, Bolaños est confronté à toutes les institutions de l'Etat - cooptées grâce au pacte Ortega/Alemán - qui cherchent constamment comment s'opposer au gouvernement Bolaños et à ses politiques. Le président ne compte plus aujourd'hui que sur l'appui du secteur oligarchique traditionnel (qui n'a aucun pouvoir politique), de l'Ambassade des Etats-Unis et, en termes plus généraux mais pas aussi inconditionnellement, de la communauté internationale et des organismes multilatéraux.

Les récentes réformes constitutionnelles menées à terme par l'Assemblée nationale, contrôlée par les députés sandinistes et libéraux, cherchent comment réduire davantage encore le pouvoir du président en laissant le contrôle des services publics à l'Assemblée nationale elle-même. Ces réformes ne sont pas reconnues par le président : d'après lui, elles sont une atteinte à l'ordre constitutionnel parce qu'elles altèrent l'équilibre des pouvoirs. C'est la raison pour laquelle il a récemment fait appel à l'Organisation des Etats américains, qui est amenée en ce moment à jouer un rôle de médiateur pour essayer de résoudre la profonde crise institutionnelle où se trouve le pays [3].

Ces réformes font aussi partie de ce que nous pourrions appeler l'institutionnalisation du pacte libéro-sandiniste, dans le sens où l'on est arrivé à la conclusion qu'aucun des camps ne parviendra jamais à obtenir la majorité absolue dans de futures élections et qu'il vaut mieux fortifier le pouvoir de l'Assemblée nationale, qui serait alors officiellement contrôlée par les deux partis, et donc continuer à « se partager le gâteau ». En outre, ces partis éviteraient ainsi le risque qu'aucun président futur, comme ce fut le cas pour Bolaños, n'ait le pouvoir suffisant pour devenir à nouveau un tel casse-tête s'il venait à abandonner la discipline du parti (quel que soit celui-ci).

Justifier l'injustifiable

Partant de positions supposées de « gauche » au sein du FSLN, on a essayé de justifier ce pacte comme une alliance stratégique face à l'oligarchie traditionnelle et aussi de le doter d'un caractère anti-impérialiste. Cependant, à ce niveau, l'argument est peu crédible face à une pratique quotidienne qui le dément ; en réalité, cette justification se réduit à une pirouette dialectique car elle ne part pas d'une réelle remise en question de la logique fonctionnelle du groupe dirigeant de ce parti, lequel est plus préoccupé par ses intérêts personnels et entrepreneuriaux que par une véritable réflexion critique sur le modèle néolibéral.

Mettre l'Eglise de son côté

Un aspect important à souligner : le pacte a englobé, d'une manière ou d'une autre, tout le cercle d'Arnoldo Alemán, y compris son fidèle ami le cardinal Miguel Obando y Bravo. Le FSLN a poursuivi, après l'incarcération d'Alemán, un rapprochement stratégique avec l'Eglise catholique et avec le cardinal Obando -ennemi acerbe du sandinisme depuis les années 80 [4] - sûr qu'ainsi seulement il pourra augmenter le nombre de votes en sa faveur dans un pays éminemment catholique où les paroles du cardinal ont toujours été considérées comme l'un des facteurs importants des défaites électorales successives. Fait partie de cette stratégie, par exemple, la demande publique de pardon, à l'occasion du 25ème anniversaire de la Révolution sandiniste, adressée par Daniel Ortega au cardinal « pour tout le préjudice causé par la Révolution à l'Eglise catholique et à son Eminence révérendissime », (titre que lui donnent actuellement les dirigeants sandinistes). Nous pourrions aussi souligner les propos du commandant Tomás Borge après la mort récente du Pape : il a, entre autres, déclaré le FSLN « légataire de l'héritage de Sa Sainteté le Pape Jean-Paul II », en même temps qu'il qualifiait avec mépris la théologie de la libération, et spécialement « l'Eglise des pauvres », de secteur marginal de l'Eglise, qui n'avait pas eu d'influence majeure pendant la Révolution.

L'affaiblissement du secteur populaire

La combinaison entre le processus d'ajustement structurel et l'application de politiques économiques de type néolibéral, ainsi que la dynamique de recomposition des groupes de pouvoir ont eu pour résultat que les secteurs populaires du pays sont sortis de la transition politique extrêmement affaiblis. Le peuple nicaraguayen vit aujourd'hui une situation d'échec complet. Nous nous trouvons en face d'une population dans sa grande majorité très affectée au plan économique, qui survit en grande partie grâce à l'économie informelle, l'industrie des maquilas ou l'argent envoyé par des émigrants.

La logique de la survie immédiate constitue l'essentiel des préoccupations de la majeure partie des gens. Mais l'échec est encore plus profond : il s'agit de l'échec de l'espérance, de l'échec de la confiance dans le rêve collectif de justice et de transformation sociale qui, à son époque, s'est exprimé à travers la Révolution sandiniste. Combien de sandinistes n'éprouvent-ils pas aujourd'hui une terrible sensation d'abandon et de trahison, de solitude ! Le Front peut difficilement recréer cette relation de confiance et d'espérance, parce que le Front actuel est devenu tout autre chose, bien qu'en son sein, et surtout à sa base et dans les cadres intermédiaires, il y ait toujours beaucoup de gens dignes, honnêtes, combatifs, généreux, engagés. Il est encore difficile de voir des alternatives. En ce moment, les alternatives potentielles sont très isolées, très marquées par les agendas de la coopération internationale, elles ont un profil politique très bas, car elles sont très centrées sur des problématiques concrètes et sont très fatiguées.

Une timide réaction citoyenne

C'est très récemment, exactement à partir de l'institutionnalisation du pacte avec les réformes constitutionnelles, que se produit une timide réaction citoyenne de la part d'une étrange et multicolore union stratégique « contre le pacte et la corruption ». On y trouve des secteurs oligarchiques entrepreneuriaux (qui jouissent de l'appui des Etats-Unis), à côté de secteurs de partis politiques minoritaires, de groupes dissidents des deux grands partis (Eduardo Montealegre du PLC et Herty Lewittes du FSLN), ainsi que des organisations non gouvernementales et d'autres secteurs progressistes. Ils exigent d'être pris en compte dans un grand dialogue national ; ils exigent aussi des garanties « contre la fraude » en vue des élections nationales prévues pour l'an prochain, face à l'existence du Conseil suprême électoral contrôlé par le pacte.

Ce mouvement a rassemblé 40 à 50 000 personnes lors d'une marche sui generis qui a eu lieu le 16 juin dernier à Managua. Le slogan commun était contre le pacte, mais en même temps certains soutenaient le président, d'autres condamnaient durement ses politiques néolibérales et rejetaient autant sur Bolaños que sur les tenants du pacte la responsabilité de la situation critique vécue par le Nicaragua. Les secteurs progressistes impliqués dans le mouvement, non sans de fortes contradictions personnelles et organisationnelles, justifient leur « alliance stratégique » avec des secteurs de l'oligarchie pro-yankee : « Nous sommes disposés à nous unir pour former une large coalition de tous les secteurs opposés aux responsables de la fermeture politique que nous vivons actuellement et qui n'ont d'autres projets que celui de s'engraisser. Aujourd'hui, de même qu'en 1979 nous avons fait alliance avec la bourgeoisie d'alors pour renverser Somoza, nous nous voyons dans l'obligation d'unir nos efforts et de hisser le drapeau contre la nouvelle dictature. »

Il est sûr que bien d'autres organisations sociales qui s'opposent aussi au pacte libéro-sandiniste n'approuvent pas ces justifications et voient comme une contradiction insurmontable le simple fait de marcher dans les rues aux côtés des secteurs qui, précisément, à longueur d'années, ont soutenu la privatisation des services publics (avec la complicité du FSLN) ou qui aujourd'hui soutiennent la politique belliciste de l'impérialisme états-unien et veulent imposer le Traité de libre-échange entre l'Amérique centrale et les Etats-Unis.

Le panorama n'est pas encourageant : la prise en otage de l'Etat, soit par les politiques néolibérales du président, soit par les intérêts de classes des tenants du pacte, maintient le Nicaragua dans une impasse, pour le moins à court terme. La nécessité d'un mouvement social autonome et indépendant est fondamentale ; un mouvement qui remette à l'honneur les valeurs solidaires, éthiques et révolutionnaires de son passé récent - aujourd'hui abandonnées par ceux qui furent ses dirigeants -, un mouvement qui reprenne la lutte historique de ce peuple, héritier de Sandino, en faveur de la justice sociale rêvée et réclamée en urgence par les grandes majorités. La semence est là… mais elle a besoin de temps, un temps qui nous manque dans cette urgence anti-néolibérale.

****

Quelques repères

1936 : Accès au pouvoir de la "dynastie" des Somoza dont la main de fer s'appesantira sur le pays jusqu'en 1979.

1974 : Entrée en action du Front sandiniste de libération nationale (FSLN) qui va multiplier les actes de guérilla.

1979 (juillet) : Chute de Somoza et entrée victorieuse du FSLN à Managua. Gouvernement d'Unité nationale, dominé par le FSLN (avec Daniel Ortega), avec la participation des modérés (Violeta Chamorro).

1980 (avril) : Première rupture de l'Unité nationale. Les sandinistes contrôlent de plus en plus l'ensemble

des rouages du pouvoir.

1983 (mars) : Premières attaques menées par les Contras (antisandinistes) soutenus par les États-Unis.

1984 : Daniel Ortega, sandiniste, élu président avec 67 % des voix.

1985 : Embargo commercial total décrété par les États-Unis.

1990 : Défaite de Daniel Ortega aux élections présidentielles. Élection de Violeta Chamorro, soutenue par une coalition de 14 partis de l'opposition.

1996 : Élection de Arnoldo Alemán (droite néo-libérale).

1999 : Signature du "Pacte" entre le FSLN (Daniel Ortega) et le Parti libéral constitutionnaliste (Arnol-do Alemán).

2001 : Election de Enrique Bolaños, du Parti libéral constitutionaliste. Nouvel échec de Daniel Ortega.

– Dial – Diffusion d'information sur l'Amérique latine – D 2832.
– Traduction Dial.
– Source (espagnol) : ALAI, 28 juin 2005.

En cas de reproduction, mentionner au moins l'auteur, la source française (Dial) et l'adresse internet de l'article.

Notes

[1] Filiales de multinationales fonctionnant en zone franche.

[2] Cf. Dial 2326.

[3] Cette médiation a échoué. La Cour suprême a déclaré que les réformes constitutionnelles votées par l'Assemblée nationale n'étaient pas contraires à la Constitution.

[4] Cf. Dial 2125.